



Les ombres d'Hiroshima et Nagasaki

Par [Benoît Pelopidas](#) et [Fabrício M. Fialho](#)

Mondialisation.ca, 28 septembre 2019

The Conversation

Région : [Asie](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Guerre USA OTAN](#), [Histoire et Géopolitique](#)

Analyses: [Nucléaire \(guerre et énergie\)](#)

Le 6 août 1945, une bombe de la taille d'un ballon de football réduisait en cendres la ville d'Hiroshima. Trois jours plus tard, une seconde bombe frappait Nagasaki. Le 8 août, Albert Camus écrivait dans son éditorial de '[Combat](#)', le monde est ce qu'il est, c'est-à-dire peu de chose. C'est ce que chacun sait depuis hier. En 2016, le Général Bentégeat, ancien chef d'Etat-Major des Armées, ne semblait pas dire autre chose lorsqu'il affirmait que la mémoire d'Hiroshima est claire pour tout le monde. Ce jugement semble toutefois prématuré dans la mesure où personne n'avait posé la question. Soixante quatorze ans et plus de deux mille explosions atomiques après Hiroshima, que sait-on exactement ?

Connaissance du passé

Cette question est essentielle pour au moins trois raisons. D'abord, la France s'engage dans la modernisation de son arsenal nucléaire qui enclenche des processus industriels sur plusieurs générations. Face à des choix de cette ampleur, une connaissance des leçons du passé est cruciale. Ensuite, des obstacles à la diffusion de la connaissance sur le sujet sont apparus dans les dernières années : une loi votée en 2008 limite considérablement l'accès aux archives et autorise leur classification à perpétuité ; le discours expert français sur la question perpétue des illusions [de contrôle et de connaissance](#). Plus encore, il incorpore les catégories du discours officiel de sorte qu'il se rend incapable d'évaluer les politiques menées et de réfléchir à ce qui définit le champ des possibles. Enfin, le niveau de connaissance et les attitudes des citoyens sont importants parce que leur consentement tacite est supposé à de multiples niveaux : en tant que contribuables financeurs de l'arsenal, victimes potentielles d'une frappe délibérée ou accidentelle ou encore d'un accident dans l'arsenal français et soutiens tacites à une frappe éventuelle s'ils sont citoyens français. Pour que le [consentement citoyen supposé](#) soit valide, il doit être informé.

En juin 2018, nous avons donc interrogé un [échantillon représentatif](#) de plus de 7000 citoyens âgés de 18 à 50 ans dans neuf Etats européens : ceux qui possèdent des armes nucléaires (France et Royaume-Uni), en hébergent sur leur sol (Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Italie, Turquie), ou ont pris des positions fortes en la matière ou sur la question de la défense anti-missile (Suède, Pologne).

Les Européens et les armes nucléaires

La surprise majeure de cette enquête concerne la méconnaissance significative des sondés en France, dans l'absolu et par comparaison à leurs homologues en Europe et en particulier au Royaume-Uni.

Seuls 47 % des sondés en France répondent qu'Hiroshima et Nagasaki étaient les deux


seules villes bombardées avec des armes nucléaires au cours de la Seconde guerre mondiale (10 % de moins qu'au Royaume-Uni et que la moyenne des sondés dans les neuf pays). 19 % disent ne pas savoir (3 % de plus qu'au Royaume-Uni et 6,5 % de plus que la moyenne).

Notons aussi que moins de 20 % des sondés en France connaissent l'ordre de grandeur du nombre de victimes de ces bombardements (comparable au Royaume-Uni mais de 5 points inférieur à la moyenne) et plus de 30 % avouent ne pas savoir. En ce qui concerne les effets d'une explosion nucléaire, seuls 77,5 % des sondés en France mentionnent les radiations, soit 11 % de moins que leurs homologues au Royaume-Uni et 7 % de moins que la moyenne.




Une méconnaissance analogue se lit quant au nombre d'essais nucléaires conduits depuis 1945. Plus de trois quarts des sondés en France disent ne pas savoir (78,5 %), soit 10 % de plus qu'au Royaume-Uni et 13,5 % de plus que la moyenne des sondés. Parmi les rares sondés qui s'aventurent à proposer un nombre (21,5 %), la plupart sous-estime significativement le nombre d'essais : 18 % donnent spontanément des chiffres inférieurs à 1000, soit moins de la moitié du nombre exact.

La carte des Etats dotés d'armes nucléaires qu'imaginent les sondés en France conforte cette impression de méconnaissance. D'abord, seuls 69 % incluent la France ; en d'autres termes, plus de 30 % vivent dans un pays doté de systèmes d'armes nucléaires sans le savoir. Cela se confirme par l'idée que les sondés expriment quant au nombre d'armes nucléaires dans leur pays de résidence. 77 % répondent qu'ils ne savent pas (5 % de plus que leurs homologues du Royaume-Uni et 11 % de plus que la moyenne des sondés) et seuls moins de 2 % des sondés donnent le chiffre officiel de 300 armes nucléaires en France.

 La France a le score le plus bas des neuf Etats sondés lorsqu'il s'agit de reconnaître les Etats-Unis, la Russie, la Chine et la Corée du Nord en tant qu'Etats dotés d'armes nucléaires. Ainsi, alors que les Etats-Unis et la Russie possèdent plus de [92 % des armes nucléaires dans le monde](#), seuls 64 % des sondés les mentionnent. De même, seuls 42 % mentionnent le Royaume-Uni, et moins de 25 % mentionnent l'Inde ou le Pakistan comme Etats disposant de ces systèmes d'armes, soit moins de la moyenne des sondés dans les neuf pays. Par contraste, 65 % mentionnent la Corée du Nord, dont l'arsenal nucléaire est de loin le plus petit sur la planète, plus de 36 % mentionnent l'Iran, qui ne dispose pas de ces armes, et seuls 35 % mentionnent [Israël, qui en dispose depuis 1967](#).

Que faire ?

 Face à la découverte de cette méconnaissance particulièrement marquée en France sur les questions nucléaires, on aura tôt fait de blâmer les citoyens, peut-être plus encore la génération d'après la guerre froide, et par conséquent d'approuver qu'ils ne décident rien en la matière. Ce serait là faire deux grossières erreurs d'interprétation.

D'abord, comme suggéré dans une étude précédente, le cliché selon lequel la génération d'après la guerre froide et la fin des essais nucléaires français aurait un niveau de connaissance et d'intérêt pour la question significativement plus bas que celui de la précédente n'est pas systématiquement confirmé. La faiblesse du niveau de connaissance était déjà présente chez la dernière génération de la guerre froide et, si certains savoirs

sont moins transmis que d'autres, la dégradation n'est pas systématique. Si l'on compare les sondés qui ont été adolescents pendant la guerre froide et après (les 43-50 ans et les 18-42 ans en 2018), les premiers ont certes une propension plus grande et prévisible à identifier les Etats-Unis et la Russie (71,5 % contre 61,5 %, même tendance au Royaume-Uni et en moyenne avec respectivement 80 % contre 73 % et 75 % contre 67%) et une plus grande conscience que les radiations font partie des effets des explosions (82,5 contre 75,5 % en France ; 91,5 contre 86,5 % au Royaume Uni ; 89 contre 83 % pour l'ensemble des sondés). Toutefois, il n'y a pas de différence significative quant à la méconnaissance du nombre de victimes d'Hiroshima et Nagasaki, du nombre d'armes nucléaires dans le pays du sondé ou du nombre d'essais nucléaires depuis 1945 (pour les deux cohortes, parmi les très rares sondés qui proposent un nombre, plus de 80 % sous-estiment radicalement le nombre d'essais et offrent un nombre inférieur à 1000). L'erreur qui consiste à mentionner l'Iran comme déjà doté d'armes nucléaires est même moins fréquemment commise par la génération d'après la guerre froide (en France, 34,5 contre 42 %, au Royaume-Uni et dans l'ensemble des pays sondés, 43 contre 48 %).



Ensuite, après mûre réflexion, ne semble-t-il pas étrange d'exiger un niveau de connaissance par défaut des citoyens sur un sujet que les détenteurs officiels de ladite connaissance présentent communément comme complexe et inaccessible ? Ainsi, ce sont souvent les biais et angles morts partagés par les discours experts et officiels qui se retrouvent dans l'opinion. La définition du problème nucléaire comme problème de 'prolifération' dans des Etats avec lesquels nous sommes en crise aboutit à une mention erronée de l'Iran, une sous-représentation d'Israël, mais aussi de l'Inde, du Pakistan et du Royaume-Uni dans la liste des Etats dotés, et à une méconnaissance particulièrement prononcée de l'historique des explosions nucléaires et des radiations comme effets des dites explosions.

Face à cet état des savoirs, les futurs citoyens, experts, élus et décideurs français doivent être exposés aux connaissances élémentaires sur Hiroshima et Nagasaki (systématiquement moins choisies par nos sondés comme cible des bombardements de 1945) ainsi que sur les essais nucléaires et les effets de ces armes. Travaillons sans attendre à rendre visibles et à terme empêcher les conflits d'intérêt chez les producteurs de discours autorisé sur l'avenir possible des armes nucléaires et assurons-nous de la transmission des dernières avancées de la recherche indépendante plutôt que des biais ou préférences de corps constitués. Ne laissons pas se propager plus avant les [illusions du contrôle et de l'absence de choix](#).

Benoît Pelopidas et Fabrício M. Fialho

Article original paru dans 'The Conversation'
Avec l'aimable autorisation de B.P.

Source en français : athena21.org

La source originale de cet article est The Conversation
Copyright © [Benoît Pelopidas](#) et [Fabrício M. Fialho](#), The Conversation, 2019

Articles Par : [Benoît Pelopidas](#)
et [Fabrício M. Fialho](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca